



2014-10-29

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Liens: [Publication](#)

[BelgoStat On-line](#)

[Information générale](#)

L'activité économique progresse légèrement de 0,2 % au troisième trimestre de 2014

Ce mercredi 29 octobre 2014, l'Institut des comptes nationaux (ICN) publie le résultat de l'estimation « flash » de la croissance économique du troisième trimestre de 2014.

Simultanément, l'ICN publie les séries trimestrielles qui ont été mises à jour sur la base des comptes nationaux annuels diffusés le 30 septembre dernier, ainsi qu'une version plus complète des comptes du deuxième trimestre de 2014.

L'ensemble des comptes est désormais calculé selon le nouveau Système Européen des Comptes (SEC 2010), afin d'être conforme aux règles comptables fixées par Eurostat. Ces changements très importants dans les comptes nationaux ont nécessité une révision des modèles statistiques de trimestrialisation et de désaisonnalisation. Il a été procédé à une réévaluation des indicateurs à retenir pour chaque série calculée, dont il résulte une nouvelle appréciation des profils saisonniers et des corrections des effets de calendrier.

1. Estimation « flash » de la croissance économique du troisième trimestre de 2014

Selon l'estimation « flash » du produit intérieur brut (PIB), la croissance économique s'est légèrement renforcée au troisième trimestre de l'année 2014. Le PIB en volume, corrigé des variations saisonnières et des effets de calendrier, a augmenté de 0,2 % par rapport au trimestre précédent. Mesurée à un an d'écart, l'activité a crû de 0,8 %.

2. Comptes du deuxième trimestre de 2014

Au deuxième trimestre de 2014, le PIB en volume, corrigé des variations saisonnières et des effets de calendrier, a progressé de 0,1 % par rapport au trimestre précédent. À un an d'écart, cela implique une augmentation du PIB de 1,0 %, alors qu'elle était encore de 1,2 % au premier trimestre de 2014.

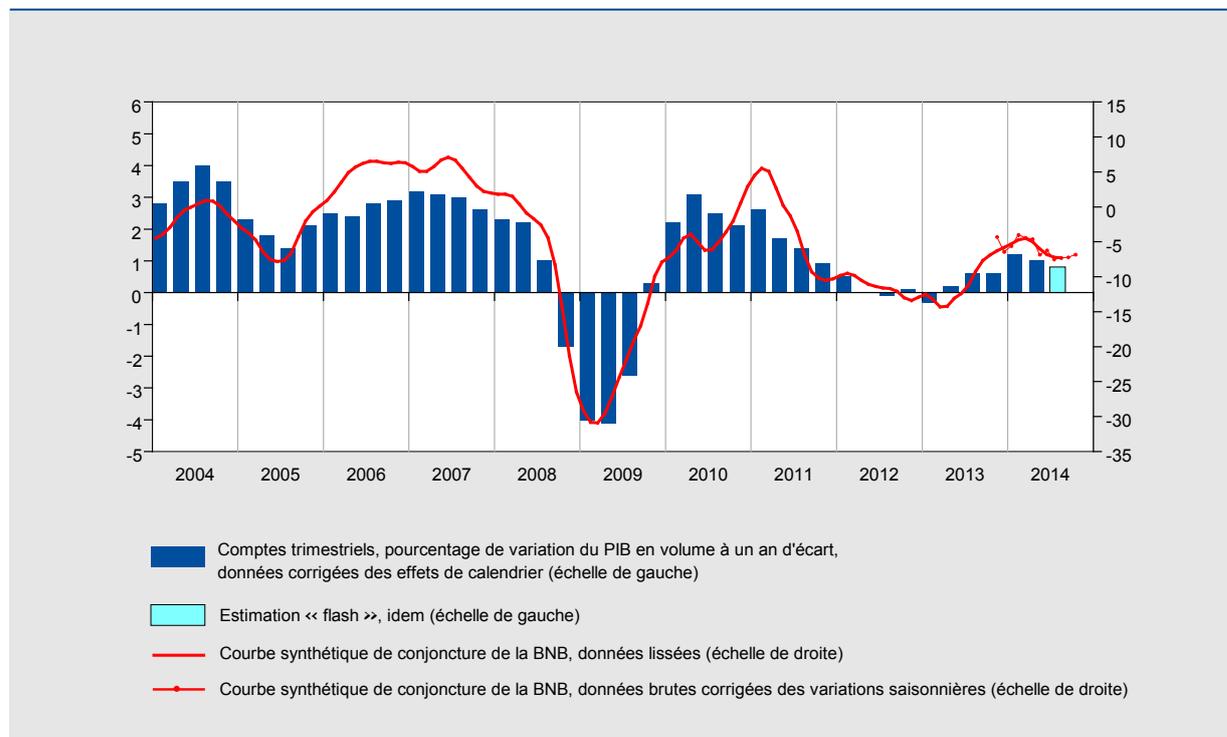
L'évolution de l'activité n'est pas homogène selon les différentes branches d'activité: par rapport au trimestre précédent, la valeur ajoutée a diminué de 1,0 % dans la construction, tandis qu'elle s'est inscrite en hausse dans les services (0,1 %) et l'industrie (0,2 %).

La croissance a été soutenue par les dépenses intérieures, qui augmentent de 0,3 % sous l'effet des investissements: les entreprises ont accru leur formation de capital fixe de 1,3 %, et les pouvoirs publics de 1,2 %. Les investissements en logements des ménages ont également affiché une hausse (0,3 %), tout comme leurs dépenses de consommation, qui ont faiblement progressé (+0,2 %). La consommation finale des administrations publiques s'est par contre stabilisée.

Les exportations de biens et services ont augmenté de 2,5 %, alors que la progression des importations a été un peu plus prononcée (+2,8 %), si bien que la contribution des exportations nettes à la croissance est négative (-0,2 point de pourcentage).

Par rapport au trimestre précédent, l'augmentation de l'emploi intérieur au deuxième trimestre de 2014 demeure limitée (+0,2 %) après une croissance de 0,1% au premier trimestre. En revanche, le volume de travail des salariés recule de 0,8 % au deuxième trimestre, alors qu'au premier trimestre de 2014, une légère augmentation était manifeste (+0,5 %). Ces évolutions opposées entre les premier et deuxième trimestres sont imputables à l'hiver extrêmement doux que l'on a connu au premier trimestre de 2014.

GRAPHIQUE 1 PIB ET ÉVOLUTION CONJONCTURELLE



Source : ICN.

AGRÉGATS TRIMESTRIELS

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT - EVOLUTIONS EN VOLUME

(données corrigées des effets saisonniers et de calendrier)

	Pourcentages de variation par rapport à	
	la période correspondante de l'année	la période précédente
	précédente	
2012 I	0,5	0,2
II	0,0	-0,3
III	-0,1	0,1
IV	0,1	0,1
2013 I	-0,3	-0,2
II	0,2	0,2
III	0,6	0,4
IV	0,6	0,2
2014 I	1,2	0,4
II	1,0	0,1
III	0,8	0,2

PRINCIPALES COMPOSANTES

(Pourcentages de variation en volume par rapport à la période précédente, corrigés des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2012			2013			2014	
	III	IV	I	II	III	IV	I	II
1. Valeur ajoutée								
Industrie	0,6	-0,3	-1,3	0,6	0,4	0,5	0,4	0,2
Construction	-0,1	-1,3	-0,6	-0,4	0,8	0,8	2,8	-1,0
Services	0,2	0,3	0,1	0,2	0,4	0,0	0,2	0,1
2. Dépenses								
Dépenses de consommation privée (1)	0,3	0,3	0,0	0,0	0,1	-0,2	0,5	0,2
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	0,3	0,7	0,0	0,1	0,2	0,2	-0,1	0,0
Formation brute de capital fixe totale	-0,2	-1,7	-1,2	0,0	0,7	-0,1	1,6	1,0
entreprises	-0,1	-2,6	0,2	0,2	1,0	-0,3	2,4	1,3
logements	-0,8	-0,3	-2,9	0,0	-0,4	0,3	0,7	0,3
administrations publiques	0,2	0,9	-6,4	-0,8	2,1	-0,2	-0,9	1,2
Demande intérieure (hors stocks)	0,2	-0,1	-0,3	0,0	0,3	-0,1	0,6	0,3
Variations des stocks (2)	-0,3	0,0	0,0	0,1	-0,9	-0,1	-0,4	0,0
Exportations de biens et de services	0,9	-1,1	-0,2	2,7	3,3	-0,8	-0,7	2,5
Importations de biens et de services	0,7	-1,3	-0,2	2,5	2,0	-1,1	-1,0	2,8
Exportations nettes de biens et de services (2)	0,2	0,2	0,0	0,2	1,0	0,3	0,2	-0,2
3. Marché du travail								
Nombre total de travailleurs	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	0,1	0,0	0,1	0,2
Volume de travail des salariés	0,1	-0,3	-0,3	0,0	0,1	0,1	0,5	-0,8

(1) Y compris les institutions sans but lucratif au service des ménages.

(2) Contribution à la variation trimestrielle du PIB.